



Enseignement de l'histoire, enjeux, controverses...

...autour de la question du fascisme

samedi 18 juin 2016

Compte-rendu d'ouvrage publié [1]

Joëlle Fontaine et Gisèle Jamet, *Enseignement de l'histoire, Enjeux, controverses autour de la question du fascisme*, ADAPT / SNES Editions, 2016, 126 pages, 12 euros. [2]



Enseignement de l'histoire

Enjeux, controverses autour de la question du fascisme

Joëlle Fontaine
Gisèle Jamet



Si, en dépit de tout ce que nous avons déjà dit, il est un passé qui passe aujourd'hui, c'est malheureusement celui du fascisme, au moins pour sa connaissance par les élèves de collège et de lycée, comme le démontre un remarquable petit ouvrage consacré aux dérives actuelles de l'enseignement de l'histoire. [3] Avec le fascisme, c'est aussi l'enseignement de l'antifascisme qui disparaît alors que l'antifascisme fut pourtant un moment important de la conscience européenne (en France comme en Croatie). Mais pour les responsables des programmes actuels, le fascisme comme l'antifascisme ont le tort d'être des faits politiques ancrés dans une période précise de l'histoire, à un moment où la discipline a tendance à abandonner l'analyse chronologique pour l'analyse thématique, l'étude des faits pour celles des concepts et la mise en oeuvre des savoirs pour celles des compétences. Ainsi, par une sorte de mouvement inversé qui a commencé il y a une vingtaine d'années, tandis que le « fait » fasciste disparaissait progressivement des programmes, le « concept » du totalitarisme prenait une place de plus en plus grande.

Le totalitarisme, en voilà un beau concept ! Les auteurs rappellent que pour Denis Peschanski « *conceptualiser, c'est systématiser, généraliser, démarche totalement contraire à celle de l'histoire, l'historien devant étudier chaque événement de manière spécifique, dans sa singularité, même si la méthode comparative est possible, voire utile* ». Mais pour les tenants de la « Nouvelle Histoire », il faut être moderne et asséner - en toute objectivité, bien sûr - que communisme et nazisme étaient les deux faces d'une même réalité, d'un même modèle. Selon les auteurs de l'ouvrage, « la question n'est plus pourquoi l'événement mais comment faire fonctionner le modèle qui est lui-même l'explication et qui n'admet que les événements qui s'y ajustent ». Au rebut, donc, la singularité des faits et la recherche honnête de leurs causes ! On voudrait désintéresser les élèves de l'histoire qu'on ne s'y prendrait pas autrement...

A ces attaques internes contre la discipline, s'ajoutent aussi des attaques externes. La « Refondation de l'Ecole »,

dans sa version actuelle, en constituant le dernier avatar. Celle-ci ne va en effet laisser à l'enseignement de la matière qu'un horaire croupion au profit d'enseignements transdisciplinaires considérés comme *le nec plus ultra* de la modernité pédagogique, et d'une Education Morale et civique conçue comme la solution à tous les maux de notre société. Or, le professeur d'histoire n'enseignera pas obligatoirement l'Education morale et civique et les professeurs des écoles appelés à enseigner demain en 6^e n'auront pas tous reçus une formation dans la matière. L'histoire, comme discipline d'enseignement formant les élèves à la réflexion et au jugement critique, apparaît donc vraiment menacée de dissolution, voire de disparition pure et simple. Les auteurs y voient la conséquence d'un projet néolibéral pensé par les hautes sphères de l'Union européenne et de l'OCDE, pour former, sous couvert d'égalité des chances, des travailleurs dociles et interchangeable. Chacun jugera, mais leur argumentation est solide, et les menaces pointées sur l'enseignement de l'histoire sont multiples et bien réelles.

Note de la rédaction de l'APHG : A propos des attaques dont l'APHG, association professionnelle, a été victime de la part du collectif *Aggiornamento*, les auteurs écrivent ainsi (page 100) : « *La volonté de rénover à tout prix l'enseignement de l'histoire a amené à plusieurs reprises le collectif [Aggiornamento] à caricaturer les pratiques des enseignants et à se livrer à une critique systématique et souvent injustifiée d'une APHG accusée de défendre de façon purement corporatiste les horaires de la discipline et de s'accrocher à des conceptions surannées. Or l'APHG, au-delà des critiques que l'on peut effectivement lui adresser, a joué un rôle important dans le maintien de l'histoire comme discipline à part entière, alors que son existence est menacée depuis les années 70* », etc. Les auteurs citent en particulier les anciens présidents de l'APHG Jean Peyrot, Robert Marconis et les travaux de la Commission Premier Cycle de l'association... Les auteurs de l'ouvrage défendent une approche chronologique de l'enseignement de l'histoire, seule à même, selon eux, de bien former les esprits. [4]

Si le passé restera encore présent dans notre société demain, il risque ainsi de devenir moins intelligible pour nos futurs concitoyens et, par là-même, de favoriser des instrumentalisation encore bien plus importantes aujourd'hui. Marine Le Pen, résistante ? Les Oustachis fascistes de Croatie, défenseurs de la liberté ? Il faudra beaucoup de commémorations pour compenser tout cela...

© **Franck Schwab, *Le Patriote Résistant* (Revue mensuelle de la Fédération Nationale Déportés et Internes Résistants et Patriotes, créé en 1946) n° 909 - juin 2016, p. 20. Tous droits réservés.**

© **Les services de la Rédaction de la revue *Historiens & Géographes*. Tous droits réservés. 18 juin 2016.**

Notes

[1] Le compte-rendu ci-après a été rédigé par Franck Schwab, Président de la Régionale APHG de Lorraine, membre de la Rédaction d'*Historiens & Géographes* et a été publié une première fois dans *Le Patriote Résistant* (Revue mensuelle de la Fédération Nationale Déportés et Internes Résistants et Patriotes, créé en 1946) n° 909 - juin 2016, p. 20, sous le titre « Chronique d'une mort annoncée ». Nous publions ici une version augmentée par son auteur. Avec l'aimable autorisation de la Rédaction en chef du *Patriote Résistant*, que nous remercions vivement.

[2] Voir en ligne : <http://www.adapt.snes.edu/Enseignem...>

[3] Joëlle Fontaine et Gisèle Jamet, *Enseignement de l'histoire, Enjeux, controverses autour de la question du fascisme*, ADAPT / SNES Editions, 2016.

[4] Extrait du début de la page 100 : « Autre démarche (*que celle des partisans d'une histoire de France traditionnelle et refermée sur ses grands personnages*), celle qui ressort de certains éditoriaux du collectif *Aggiornamento*, qui se propose de mener une réflexion sur la nécessaire rénovation de l'enseignement de l'histoire. Un collectif qui se réclame d'une école émancipatrice et se situe dans la lignée d'une Suzanne Citron dénonçant avec justesse dans les années 1960 les omissions bien ciblées du roman national. Plusieurs de ses membres font d'ailleurs partie du Comité de vigilance sur les usages de l'histoire (CVUH) qui s'est constitué en réaction au projet de loi de 2005 sur les aspects positifs de la colonisation. Mais parallèlement, le collectif, sous prétexte de la lourdeur de programmes pourtant constamment allégés depuis au moins vingt ans, abandonne visiblement l'idée d'un balayage de l'ensemble de l'histoire au cours du secondaire, ainsi que l'idée même de continuité historique, au profit d'une approche thématique systématique (...) »